

**FAITS MARQUANTS DE LA FNUF10****VENDREDI 12 AVRIL 2013**

La FNUF10 s'est poursuivie vendredi 12 avril. Le Groupe de travail 1 (GT1) s'est réuni au cours de la journée pour discuter des forêts et du développement économique dans la matinée, et dans l'après-midi de l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Instrument concernant les forêts et dans la réalisation des quatre OEF ; des contributions régionales et sous-régionales ; et du renforcement de la coopération et de la coordination des politiques et des programmes, y compris la fourniture d'orientations supplémentaires aux PCF. Le Groupe de travail 2 (GT2) a discuté des MMO d'une GDF dans la matinée, et des questions nouvelles dans l'après-midi. Une plénière d'état des lieux s'est déroulée au cours de la soirée pour réviser les progrès accomplis.

GROUPES DE TRAVAIL

GT1: Forêts et développement économique: Dans la matinée de ce vendredi, le vice-Président de la FNUF10 et co-Président du GT1 Shulamit Davidovich (Israël) a présenté l'ordre du jour établi sur la base du Rapport du Secrétaire général sur les forêts et le développement économique et sur les conclusions et recommandations pour aborder les défis importants concernant les forêts et le développement économique (E/CN.18/2013/4 et E/CN.18/2013/5). Les participants ont discuté de questions variées, parmi lesquelles: les produits et services forestiers ; les programmes forestiers nationaux et les autres politiques sectorielles ; la réduction des risques et des impacts de désastres ; et les avantages des forêts et des arbres pour les communautés urbaines.

La SUISSE a appelé, avec le soutien des PHILIPPINES, à un instrument juridiquement contraignant sur les forêts. Le BRÉSIL a proposé de supprimer les références à la « comptabilisation du capital naturel » en arguant que ce concept doit être clarifié.

L'UE a plaidé pour une meilleure traduction de la valeur des forêts dans la comptabilité nationale et pour la reconnaissance du rôle des forêts dans l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques. La SUISSE a souligné que le PSE n'est pas une solution « à taille unique ».

La DOMINIQUE a signalé le défi que représente engager les entreprises dans le PSE sans augmenter les coûts pour le consommateur. La COLOMBIE a parlé de mettre en œuvre la comptabilité verte à travers le partenariat quinquennal mondial de la Banque mondiale sur la comptabilisation du bien-être et l'estimation de la valeur des services écosystémiques.

Les ETATS-UNIS ont plaidé pour mettre l'accent sur les approches paysagistes de la GDF, incluant les questions de l'utilisation des terres et de la tenure. La GRENADE a appelé à davantage de financement et de renforcement des capacités pour les approches paysagistes. Le BRÉSIL, la MALAISIE, l'INDONÉSIE et l'ARGENTINE ont souligné que l'expression « approche paysagiste » ne fait pas partie du langage convenu et devrait être remplacée par « les diverses approches disponibles ».

La CHINE, la TUNISIE, le SÉNÉGAL, la MALAISIE, MAURICE, le BURKINA FASO, la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, le GHANA, le KENYA, le LESOTHO et l'UGANDA ont appelé à un renforcement des capacités

pour évaluer les multiples avantages offerts par les forêts. L'INDONÉSIE a appelé à renforcer la formule sur le transfert de technologies et le partage d'information.

Le BRÉSIL a suggéré de remplacer « comme un moyen de mettre en place des systèmes efficaces d'aménagement du territoire » par « pour avancer dans la mise en œuvre de la GDF ». La PALESTINE a instamment plaidé pour la prise en compte des différences entre pays et entre types de forêts au moment de promouvoir la GDF.

Le BRÉSIL a signalé le besoin de disposer d'un rapport des progrès accomplis par l'AHEG2 pour mieux informer la décision sur le processus facilitateur. La BOLIVIE a instamment demandé que les résultats de Rio+20 soient intégrés dans le projet de décision.

La MALAISIE a appelé à un partenariat avec les organisations économiques pour améliorer le financement des programmes forestiers et a demandé, avec le LESOTHO, du soutien pour la collecte et l'analyse de données, en particulier dans les pays en développement.

Evaluation des progrès accomplis, Coopération régionale et sous-régionale, et Renforcement de la coopération: Dans l'après-midi la FNUF10, la vice-Présidente de la FNUF10 et co-Présidente du GT1 Anna Masinja (Zambie), a invité les délégués à discuter des points de l'ordre du jour portant sur: l'évaluation des progrès accomplis ; la coopération régional et sous-régionale ; et le renforcement de la coopération.

Concernant l'évaluation des progrès accomplis, l'UE a appelé, lors de son exposé des négociations pour un accord juridiquement contraignant sur les forêts en Europe, au renforcement des capacités des PFCF et des PEID à mettre en œuvre l'Instrument concernant les forêts. L'Indonésie a souligné, au nom du G-77/CHINE, que les fonds inappropriés entravent l'établissement de rapports. Le JAPON a souligné le soutien que son gouvernement apporte au renforcement des capacités pour la mise en œuvre.

Le MEXIQUE a plaidé pour un soutien technique et une harmonisation continue des méthodologies d'établissement des rapports par les pays. La SUISSE s'est opposée à la réunion d'un groupe d'experts techniques pour aborder les méthodologies d'établissement des rapports, et a mis en cause, avec le soutien des ETATS-UNIS et de la NOUVELLE-ZELANDE, l'utilisation de l'expression « processus facilitateur » pour parler de la révision de l'AIF. Le BRÉSIL a instamment demandé le prompt achèvement de la méthodologie d'établissement des rapports, et la COLOMBIE a proposé une date limite en Décembre 2013 pour achever ladite méthodologie.

La BOLIVIE a appelé à la création d'un « instrument unique d'établissement des rapports pour les conventions des Nations Unies » qui soit aligné avec l'Instrument concernant les forêts. Les ETATS-UNIS ont soutenu, avec la NOUVELLE-ZELANDE, l'intégration de l'Instrument concernant les forêts avec d'autres processus d'établissement des rapports. L'ARGENTINE a noté que, malgré sa soumission d'un rapport, aucune des mesures utilisées n'a été reprise dans l'évaluation.

La MALAISIE a noté que l'adoption de l'Instrument concernant les forêts a renforcé les efforts nationaux concernant la GDF et a proposé que la participation au groupe d'experts soit ouverte à tous les États membres, et que le groupe reçoive un mandat clair et une source de financement.



Sur la **coopération régionale et sous-régionale**, la REPUBLIQUE DU CONGO-BRAZZAVILLE a instamment demandé que les initiatives de la Commission des forêts d'Afrique centrale soient citées comme des exemples réussis de coopération régionale. La TURQUIE a partagé les succès remportés dans le renforcement de la coopération régionale et sous-régionale, en déclarant que l'établissement de rapports reste un défi à relever.

Concernant le **renforcement de la coopération**, la G-77/CHINE a estimé que la coopération Sud-Sud n'est pas une alternative à la coopération Nord-Sud et a appelé à mettre en place un fonds mondial pour les forêts pour attirer des financements existants, nouveaux et supplémentaires. La CHINE, en notant la dépendance des communautés locales vis-à-vis des ressources forestières dans les pays en développement, a appelé à une augmentation de l'APD. L'AFRIQUE DU SUD a appelé le FNUF à travailler de concert avec les groupes régionaux et sous-régionaux, comme la Communauté pour le développement de l'Afrique australe, pour promouvoir la mise en œuvre de l'Instrument concernant les forêts.

GT2: MMO: Dans la matinée de vendredi, le vice-Président de la FNUF10 et co-Président du GT2 Srećko Juričić (Croatie), a ouvert la discussion sur les MMO. Jan Heino (Finlande), co-Président de l'AHEG2, a cité les principales questions nouvelles pour les réunions intersessions: promouvoir la collaboration intersectorielle; augmenter l'engagement du secteur privé; et assurer des efforts nationaux continus dans le financement des forêts.

Paulino Franco de Carvalho Neto (Brésil), co-Président de l'AHEG2, a cité les recommandations, notamment: encourager l'investissement du secteur privé; renforcer la collecte de données nationales sur le financement des forêts; et identifier les opportunités pour mobiliser de nouvelles sources de financement des forêts.

Le Ghana, au nom du GROUPE AFRICAÏN, CUBA, la TURQUIE, la BOLIVIE, la CHINE et l'ARABIE SAOUDITE, ont soutenu la mise en place d'un fonds mondial pour les forêts. Le CANADA, la NOUVELLE-ZELANDE et les ETATS-UNIS s'y sont opposés. Le GROUPE AFRICAÏN a par ailleurs instamment demandé la création de fonds régionaux, par exemple un fonds africain pour les forêts, avec des modalités d'accès simplifiées.

La SUISSE s'est dite disposée à envisager le fonds mondial pour les forêts, mais uniquement dans le cadre d'un instrument juridiquement contraignant comprenant des engagements. L'UE a noté le manque d'indices de la nécessité d'un fonds mondial pour les forêts.

CUBA a souligné que les mécanismes actuels de financement pose encore des difficultés à l'heure d'accéder aux financements. Le JAPON a affirmé qu'un nouveau fonds aurait des coûts administratifs et opérationnels, en citant des alternatives comme l'amélioration de l'accès aux mécanismes de financement existants. La TURQUIE a souligné que la consolidation de toutes les sources de financement peut augmenter l'efficacité.

L'ARABIE SAOUDITE a instamment demandé que le fonds soit fondé sur le principe des responsabilités communes mais différenciées. La BOLIVIE a appelé à une approche intégrée des forêts dans tous les processus pertinents des Nations Unies, y compris ceux relatifs aux changements climatiques et à la biodiversité.

Le Ghana, au nom du G-77/CHINE, avec le soutien des ETATS-UNIS et de l'INDONESIE, a indiqué que le transfert de technologies et le renforcement des capacités ne devraient pas être en discussion, car ils sont inclus dans les MMO. L'UE a recommandé que le Secrétariat du FNUF lance des discussions avec l'Organisation pour la coopération et le développement économique dans le but d'améliorer les données forestières.

La CHINE, avec le GROUPE AFRICAÏN, a suggéré d'utiliser une combinaison de mécanismes comprenant un point focal dédié au sein du FEM pour la GDF. L'UE a souligné l'importance d'avoir une vaste gamme de sources de financement, y compris des approches de marché, l'utilisation efficace du commerce et des opportunités d'investissement, et le financement national. Le SENEGAL a appelé au renforcement des mécanismes de collecte des données.

La SUISSE a souligné le rôle des organisations forestières régionales dans le financement des forêts, en indiquant que ces organisations devraient travailler avec le FNUF pour traiter les vides de financement. Le MAROC a noté le besoin d'un paquet de mécanismes de financement, y compris à travers la collaboration Sud-Sud, régionale et interrégionale.

L'IRAN a plaidé pour des mécanismes de financements appropriés aux PCFC. L'UE a fait observer que le financement pour ceci peut être obtenu à travers les financements affectés aux zones arides. La TURQUIE a souligné le rôle des marchés de carbone dans la production d'opportunités financières pour la GDF.

QUESTIONS NOUVELLES: Le vice-Président de la FNUF10 et co-Président du GT2 Saiful Azam Martinus Abdulla (Malaisie), a lancé la session d'après-midi sur les questions nouvelles. Le Secrétariat a présenté une vue d'ensemble des principales questions, en rappelant aux délégués que le thème de la FNUF11 est « Forêts: progrès accomplis, défis à relever et marche à suivre en vue de l'accord international sur les forêts », et a mis en exergue quelques-unes des questions à examiner lors de la FNUF11, notamment l'étude de l'efficacité de l'AIF.

Le G-77/CHINE a appelé à un ODD spécifique aux forêts. En admettant qu'il est trop tôt pour parler des spécificités de cet objectif, le représentant a estimé qu'il devra être fondé sur le Plan de mise en œuvre de Johannesburg et sur l'Agenda 21. Il s'est opposé à l'inclusion de la comptabilisation du capital naturel et a soutenu la mise en place d'un AHEG qui devrait se réunir deux fois avant la FNUF11. L'UE a signalé que le concept de comptabilisation du capital naturel est présent dans le document final de Rio+20, bien que non explicitement.

Les ETATS-UNIS et le JAPON ont soutenu la mise en place d'un AHEG, et les ETATS-UNIS ont appelé à la tenue de deux réunions de l'AHEG, suivant la disponibilité des ressources. Concernant le portée de la révision de l'AIF, les ETATS-UNIS ont suggéré de réviser quatre éléments: les aspects juridiques comme l'Instrument concernant les forêts; les options pour un instrument juridiquement contraignant et les résolutions du FNUF; les questions d'organisation comme le FNUF et ses réunions; le FNUF, le Secrétariat, le PCF et leur mode de fonctionnement; et le processus facilitateur.

CUBA a signalé que le document final devrait, entre autres, aborder le financement pour une GDF, notamment dans les pays en développement. L'ARGENTINE a plaidé pour que l'AHEG se réunisse dans un centre des Nations Unies, pour que les pays en développement puissent avoir un soutien garanti.

Le JAPON et l'UE ont mis en garde contre toute préemption du résultat du processus de l'agenda de développement post-2015. L'UE a souligné le besoin d'envoyer un message clair sur l'importance des forêts pour le développement durable et l'éradication de la pauvreté, pour qu'il soit inclus dans le résultat final de l'agenda de développement.

L'UE a soutenu la tenue d'une réunion de l'AHEG, en signalant que d'autres processus préparatoires, comme les Initiatives menées par des pays et par des régions, doivent également faire l'objet d'un examen adéquat. Le BRÉSIL a soutenu la tenue de la FNUF11, ainsi que celle de deux réunions de l'AHEG, à New York. La BOLIVIE a estimé que l'ordre du jour et le champ de travail de l'AHEG devraient inclure un appel à commentaires et à contributions de la part des États membres, dont la compilation serait confiée au Secrétariat.

La MALAISIE a instamment prié les membres du PCF de participer à l'AHEG. Le co-Président Abdulla a informé les délégués que l'avant projet serait rédigé à la prochaine session, lundi 15 avril.

PLÉNIÈRE

Les délégués se sont rassemblés dans l'après-midi pour une courte séance plénière d'état des lieux, où le Président de la FNUF10 Carranza a fourni une vue d'ensemble du travail accompli en cours de la semaine. Il a noté que les Ministres et autres participants de haut niveau ont fourni des orientations au cours du Segment ministériel sur les questions à aborder. Il a fait remarquer que les discussions en plénière et dans les Groupes de travail ont permis d'informer le contenu des premiers projets de décisions, qui seront distribués lundi, avant la réunion des Groupes de travail.

DANS LES COULOIRS

Alors que la première moitié de la FNUF10 s'est achevée ce vendredi, des voix contraires se sont faites entendre concernant les progrès accomplis pendant la semaine. Certains participants estimaient que, malgré le lent démarrage de la FNUF10, la plupart des Parties sont apparemment disposées à enrichir les discussions par des apports constructifs et à atteindre un compromis sur les questions clés que sont les MMO d'une GDF et le lien entre forêts et développement économique. D'après l'un des délégués, cet état d'esprit était évident chez certains bailleurs de fonds, qui ont signifié leur volonté d'envisager un éventuel fonds mondial pour les forêts en tant qu'objectif à long terme, ou en tant que composante d'un accord juridiquement contraignant sur les forêts.

D'autres ont pourtant exprimé des inquiétudes vis-à-vis du fait que ceci n'est pas vrai pour toutes les délégations. Un participant a été entendu disant que certaines Parties sont arrivées à la FNUF10 avec des positions si strictement établies, que les négociations pourraient bien s'en voir paralysées. Certains ont été jusqu'à dire que les opinions étaient si divergentes dans les réunions de coordination régionale que les progrès y ont été fort limités concernant les questions de fond. Seul le temps le dira.